



APPEL A SE MOBILISER LE JEUDI 30 MARS

Pouvoir d'achat des pensions de retraite mis à mal.

De réforme en réforme, le pouvoir d'achat des retraités(es) ne cesse de se dégrader. L'indexation des pensions sur les prix au lieu des salaires est catastrophique. De 2003 à 2014 : pensions + 17,9 %, salaires + 24,8 %, SMIC + 32,6 %. Soit sur 20 ans perte d'environ 20% du pouvoir d'achat des pensions.

Les pensions sont aussi mises à mal par : la taxe de 0,3 % de Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA), la perte de la demi-part réservée aux veuves et veufs ayant élevé un enfant, la fiscalisation de la majoration de 10 % de la pension pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants, ...

A tout cela, il faut rajouter le blocage des régimes complémentaires et le poids de la fiscalité (surtout la TVA) qui pèse principalement chez les plus démunis.

Pour trop de retraités, propriétaire ou locataire, le logement constitue une dépense de plus en plus importante.

Les inégalités, notamment de revenus, s'aggravent dans des proportions inquiétantes ; on va assister à un appauvrissement généralisé des retraités(es) dans les années à venir si rien n'est fait. Parmi les plus touchés, les femmes pour qui les pensions sont globalement inférieures de 40 % à celles des hommes.

Cela explique aussi pourquoi de plus en plus de retraités(es)-s sont amenés à reprendre un « petit boulot »

Les pensions de retraite ne sont ni une allocation de solidarité ni une aumône. Elles sont le résultat des cotisations payées tout au long de la vie professionnelle, des richesses qui ont pu être créées pendant ce temps.

La santé malade des politiques

Encore une fois, un grand nombre de personnes âgées sont décédées de la grippe. Cette épidémie montre l'ampleur de la dégradation de notre système de santé qui n'est même plus capable de répondre à une banale épidémie dont l'ampleur marque surtout les limites d'une politique de casse de la Sécurité sociale, de l'hôpital avec les milliers d'emplois supprimés, des milliers de lits fermés, la course à la rentabilité. Hôpital, médecin de ville, spécialistes, dépassement d'honoraires : c'est de plus en plus difficile de pouvoir se soigner. Aujourd'hui trop de retraités ne sont plus en mesure d'avoir une mutuelle.

Besoin d'agir

Nos actions ont permis de petites améliorations : les personnes non imposées en 2015 n'ont pas payé d'impôt en 2016 et 2017, les seuils de déclenchement de la CSG ont été relevés...

Alors oui les retraités ont de bonnes raisons de se mobiliser, d'exiger une revalorisation de leurs pensions, le retour au calcul sur les salaires.

Se mobiliser le 30 mars, c'est dire aux candidats à l'élection présidentielle que les 17 millions de retraitées veulent voir leur place reconnue dans la société, avoir les ressources pour vivre décemment, pouvoir se soigner, se loger, ... lutter efficacement contre l'isolement social par une politique de transports, de culture et de services publics de proximité.

Afin d'aller rencontrer les retraités, les organisations et associations ont décidé ensemble de les consulter sur la réalité de leur situation en matière de pouvoir d'achat, sur les questions liées à la perte d'autonomie pour eux ou leur famille, sur leur volonté d'agir... Ce questionnaire est consultable et pourra être rempli sur le site <http://www.retraiteencolere.fr/>

C'est pour cela que nous appelons à faire :

- **Du jeudi 30 mars une nouvelle journée de mobilisation nationale des retraités(es) sous des formes multiples dans les départements (manifestation, rassemblement, pétitions, etc.).**
- **A exprimer au travers de la consultation nationale vos préoccupations, vos revendications.**